

**Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)**

# **Consultation publique sur le développement durable de la production porcine au Québec**

**Mémoire présenté par le**



**Le 5 mai 2003**

## **Le CTAC**

Le Conseil de la transformation alimentaire (CTAC) représente plus de 400 entreprises membres pour un volume annuel d'affaires de 12 milliards de \$ dans une industrie globale de 17 milliards de \$. L'industrie de la transformation alimentaire représente plus de 72 000 emplois directs — 125 000 emplois indirects — et plus de 85 % de la production agricole du Québec compte sur cette industrie comme principal débouché commercial. En croissance depuis 1996, notre industrie constitue le premier secteur manufacturier au Québec avec 3,7 milliards de \$ de produit intérieur brut.

Parmi les membres du CTAC nous retrouvons Olymel s.e.c/l.p. et le Groupe Brochu. Au Québec, l'industrie porcine emploie plus de 8 318 personnes pour une masse salariale totale de 215 millions de \$. Avec plus de 7,3 millions de porcs abattus annuellement, les bénéfices liés à la transformation du porc atteignent plus de 2,5 milliards de \$.

## **Développement durable**

On sait que le Québec exporte plus de la moitié de sa production de viande porcine. En 2000, ce pourcentage s'élevait à 56 % de la production annuelle, pour une valeur de 651,5 millions de \$ canadiens, soit 22 % des exportations agricoles totales du Québec.

Ce haut niveau d'exportation n'est pas le fruit du hasard. Depuis plusieurs années déjà, le porc du Québec se distingue sur les marchés internationaux par sa haute qualité, que les acheteurs internationaux attribuent autant à sa valeur nutritive et gustative qu'à la valeur de l'animal lui-même et à la qualité de son élevage et de son alimentation.

C'est dire à quel point la qualité du produit porcin québécois est, un avantage concurrentiel réel que nous devons maintenir et accroître afin de prospérer dans un contexte de concurrence mondiale.

Nous sommes fort conscients que plusieurs opposants à l'industrialisation du secteur bioalimentaire dénoncent justement cette volonté de prospérité par le biais de l'exportation. « Vous polluez ici pour exporter ailleurs », lancent les plus virulents d'entre eux, négligeant de rappeler les efforts de plus en plus fructueux des producteurs pour réduire les effets négatifs de leurs activités sur l'environnement.

L'argument de l'autosuffisance que l'on oppose souvent pour justifier un retour à la production artisanale, ne résiste pas à la réalité. Les conséquences en seraient l'érosion, à moyen et à long terme, de l'économie nationale et du pouvoir d'achat des consommateurs et de la variété de produits alimentaires de qualité disponibles.

Les défis, que posent la mondialisation, requièrent une gestion de plus en plus efficace et efficiente de notre développement durable afin d'assurer la prospérité économique gage de

notre liberté d'action. Comme le signalait tout récemment M. Adrian Severin, président de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe : « La prospérité et la liberté sont intimement liées. La prospérité sans la liberté est en vain ; la liberté sans la prospérité est en péril. »

Initiateur du Club Export Agroalimentaire, le CTAC favorise l'exportation de produits alimentaires transformés au Québec. L'exportation de produits porcins de qualité touche tous les aspects de la production, de la transformation et de la distribution alimentaire. Certaines entreprises garantissent déjà, à leurs clients nationaux et internationaux, la traçabilité, l'innocuité et la salubrité de leurs produits.

Le CTAC appuie donc la volonté de développement durable de la production porcine exprimée par le gouvernement du Québec. Cet appui nécessite cependant d'être justifié afin de contribuer pleinement à la réflexion en cours. Effectivement, au cours des audiences publiques, nous avons constaté des divergences de vue élaborées à partir de visions fort différentes de la réalité agroalimentaire du Québec.

### **Nécessaire industrialisation de la production**

L'image idyllique que se font certains d'un retour à des milliers de petites fermes familiales prétendant répondre seules aux besoins alimentaires des Québécois ne résiste pas à la réalité. L'industrialisation de nos diverses productions bioalimentaires et l'amélioration constante de nos façons de faire, incluant notre gestion optimale de l'environnement, représentent la seule voie possible pour assurer la prospérité.

Les entreprises qui pratiquent l'intégration des activités de production et de transformation affirment que leur meilleur partenaire demeure la petite entreprise familiale qui a fait de la production sa mission première et qui peut y concentrer l'ensemble de ses efforts et de ses compétences.

Il ne suffit plus, pour un producteur exportateur, de pouvoir répondre aux besoins de distributeurs internationaux de plus en plus importants et, partant, de moins en moins nombreux. Il faut désormais, et de plus en plus, faire la preuve hors de tout doute que le produit qu'on leur offre répond aux critères les plus avancés de qualité.

Déjà, les critères de qualité dictés par les marchés internationaux vont au delà de l'innocuité, la salubrité ou la fraîcheur de nos produits. Ils s'adressent de plus en plus à la traçabilité du produit porcine, ses caractéristiques génétiques, ses atouts visuels, olfactifs et gustatifs, ses conditions d'élevage et d'alimentation, tout autant qu'aux conditions d'élevage et d'abattage. La qualité de notre gestion environnementale représente également un avantage concurrentiel et constituera, à court terme, un gage de notre succès sur les marchés internationaux.

Les méga-porcherie existent mais ce n'est pas au Québec que nous les retrouvons. C'est un peu plus au sud qu'elles prolifèrent. Au Colorado, par exemple, on a construit tout récemment un

complexe de production d'une superficie de 2,5 milles carrés capable d'héberger à l'année plus de 25 000 truies. Et le Chili compte déjà quelques méga-porcherie de 8 000 truies et plus. La production porcine québécoise est cependant fort différent et encourage même la spécificité québécoise.

### Surseoir au moratoire actuel

Il nous semble essentiel, toutefois, de souligner que tout arrêt prolongé du développement de la production porcine aura des effets néfastes sur les économies régionales et sur la balance commerciale du Québec, grevant ainsi le potentiel de financement de la mise en place d'une gestion environnementale optimale et durable des activités bioalimentaires.

Le porc québécois jouit actuellement d'une excellente réputation sur les marchés mondiaux, mais la concurrence est vive et nous devons constamment lutter pour conserver cette longueur d'avance. La reconnaissance internationale de l'excellence des produits québécois a entraînée un certain leadership toutefois fragile face à l'importante capacité concurrentielle des autres entreprises Canadiennes et, surtout, Américaines.

Les concurrents nous talonnent de près. Il suffit, pour s'en persuader, de prendre connaissance des nouvelles normes de production et de distribution dont s'est doté tout récemment le Danemark — cf : *Food Safety and Pig Production in Denmark*, Sept. 2002 — ou encore, de constater l'émergence aux États-Unis de véritables méga-porcherie, capables d'héberger quelques dizaines de milliers de truies, pour se convaincre de la précarité de nos succès actuels.

Tout arrêt de croissance de la production porcine entraîne, à très court terme, une décroissance des activités de transformation. Sachant que nous sommes déjà en situation de surcapacité d'abattage, il devient clair que cette décroissance se traduirait rapidement par le ralentissement des activités régionales d'abattage et de transformation et la perte des emplois qui y sont reliés. L'émergence des méga-entreprises américaines a provoqué une concentration du nombre d'abattoirs et l'émergence de quatre entreprises se partageant près de la moitié du marché américain.

Les entreprises québécoises d'abattage et de transformation sont fréquemment les principaux employeurs de leur région. La fermeture ou même le ralentissement des activités d'une seule de ces entreprises aurait un impact majeur et immédiat sur l'ensemble de sa région.

L'impact stratégique déterminant de la réglementation sur la compétitivité d'une industrie, requiert qu'elle soit élaborée en collaboration étroite avec les acteurs des stades de production / transformation / distribution / exportation. Les exportations permettent aux entreprises, desservant les marchés locaux, de bénéficier de conditions avantageuses dont elles ne jouiraient plus dans l'éventualité où la décroissance, entraînant la diminution de la compétitivité, limiterait l'accès aux marchés internationaux. Le Québec est actuellement le principal exportateur canadien de produits porcins mais, changer la donne au Québec, n'aurait aucun impact sur la stratégie expansionniste des entreprises des provinces canadiennes et des États-Unis.

Les producteurs porcins québécois doivent continuer leur poursuite de gains d'efficacité tout en améliorant leur performance environnementale afin que les entreprises québécoises de transformation continuent également à performer. Il faut donc mettre de côté les attitudes de confrontation pour nous concentrer sur des solutions viables, éclairées et réalistes qui permettent de gérer efficacement l'écosystème ainsi que la production, la transformation et la mise en marché des produits porcins. Le gouvernement du Québec a également la responsabilité de sensibiliser la population quant à la qualité, la variété et les bas prix des produits alimentaires à valeur ajoutée québécoise.

La quête de solutions favorisant le développement durable doit passer, a priori, par l'établissement d'un consensus sur le vocabulaire et que nous utilisons pour définir le contexte dans lequel évolue l'industrie porcine. Selon la *Food & Agriculture Organisation (FAO)*, « le développement durable de l'agriculture doit préserver la terre, l'eau et les ressources végétales et animales, ne pas dégrader l'environnement, et être techniquement approprié, économiquement viable et socialement acceptable. »

L'ensemble des intervenants oeuvrant dans l'industrie de la production et de la transformation porcines ont insisté, lors des audiences du BAPE, sur la nécessité de poursuivre sans attendre le développement dynamique de cette industrie. Une façon certaine de stopper ce développement serait de permettre à chaque collectivité locale ou régionale de définir elle-même ce qui est ou n'est pas « socialement acceptable ». Les normes d'acceptabilité sociale, tout comme celles de viabilité économique, doivent donc être déterminées au niveau national dans un tout cohérent. Cela est pour nous une condition *sine qua none* du développement durable.

## L'environnement

Le problème des odeurs est très certainement l'irritant principal auquel nous devons trouver une solution définitive si nous voulons accroître l'acceptabilité sociale de la production porcine. Ceci dit, et de nombreux experts en témoignent, l'évaluation olfactive est très subjective. Certains prétendent même que l'intolérance à l'odeur de purin décroît avec l'usage. Ce problème d'odeur est lié de façon intrinsèque à la problématique relativement récente de la cohabitation des milieux urbains et ruraux.

Nous croyons que la technologie a certainement un rôle majeur à jouer dans la mise en place de solutions à court et à moyen termes et souhaitons que le gouvernement encourage l'industrie, par le biais d'incitatifs économiques ou fiscaux, à intensifier ses efforts de R&D pour accélérer la solution de ce problème.

Nous favorisons, à très court terme, une approche multiple de solution soutenue par l'aide gouvernementale appropriée. Cette approche multiple alliant, par exemple, la plantation d'arbres, l'installation de filtres naturels, l'utilisation obligatoire de rampes basses d'épandage, l'alimentation, le calendrier d'épandage et les zones tampons, améliorerait énormément la situation et faciliterait certainement le bon voisinage.

Nous considérons que la protection de l'eau constitue une composante essentielle du développement durable et nous encourageons le gouvernement à soutenir les producteurs et les transformateurs dans l'atteinte des objectifs établis ou en voie de l'être, tels que la baisse du pourcentage de phosphore des cours d'eau enregistrée ces dernières années.

Dans le même esprit, nous sommes d'avis que le traitement des lisiers représente une solution d'avenir pour l'enrichissement de nos sols et encourageons le gouvernement à appuyer l'ensemble des efforts visant à raffiner les technologies développées pour solutionner ce problème.

## Conclusion

L'industrialisation de la production porcine, en plus de contribuer de façon importante au développement et à la vitalité économique des régions, poursuit un objectif clair : produire et distribuer un porc de meilleure qualité à meilleur coût et ainsi contribuer à doter le Québec d'une balance commerciale positive.

Cette notion de meilleure qualité passera, de façon incontournable et à très moyen terme, par une garantie internationale d'une nouvelle définition plus globale de l'écoconditionnalité qui touchera tous les aspects de la production, l'abattage, la transformation, la distribution et l'exportation.

Les stades post-production, l'industrie de la transformation alimentaire en tête, exigeront un approvisionnement de produits de qualité de plus en plus grande et ce, autant au niveau de sa salubrité que de ses qualités sensorielles, gustatives, olfactives et même visuelles. S'inquiéter de la taille des entreprises, comme plusieurs ont semblé vouloir le faire ces derniers mois, et prendre position pour la petite, la moyenne ou la grande, n'est qu'une façon de détourner l'attention du vrai débat, qui est celui d'une gestion environnementale optimale.

Une saine gestion environnementale n'a rien à voir avec la taille plus ou moins restreinte d'une entreprise, bien au contraire. En effet, plus nous travaillons de façon systémique, plus nous assurons la gestion d'un développement durable harmonieux et plus nous pouvons garantir la très haute qualité des produits auprès des consommateurs.

La spécialisation de la production est un phénomène normal et souhaitable, issu de l'inévitable quête d'efficacité. Elle permet aussi la mise en place de modes de production sophistiqués et permet le développement des petites entreprises desservant les marchés nationaux et les marchés de créneau d'ici et d'ailleurs.

Le choix de la coordination et de l'intégration verticales nous assurera la capacité concurrentielle de nos entreprises sur les marchés nationaux et internationaux. La concertation permet de :

- Opérer dans des conditions optimales ;
- Avoir accès aux meilleures technologies disponibles ;
- Spécialiser les divers métiers liés à l'ensemble de l'industrie ;
- Faire face à la concurrence internationale.

Le maintien unilatéral du moratoire actuel aurait des effets négatifs majeurs pour l'ensemble des entreprises oeuvrant en production / transformation / distribution / exportation de produits porcins. Il est donc urgent de lever l'interdiction actuelle imposée aux producteurs porcins.

Nous invitons le Gouvernement du Québec à mettre sur pied une Table de concertation de l'agroalimentaire québécois sur le développement durable, organisme auquel le CTAC souhaite contribué à la mesure de ses capacités. ■



## Références

Le Conseil des viandes du Canada, section Québec, *Consultation publique sur le développement durable de la production porcine au Québec*, mars 2003, 12 pages.